



Un appel renouvelé à la vérité, à la prudence et à la protection des pauvres (2009) – Résumé

1. Résumé
2. Résumé du chapitre 1 – Théologie, vision du monde et éthique de la politique de lutte contre le réchauffement climatique
3. Résumé du chapitre 2 – La science du réchauffement climatique
4. Résumé du chapitre 3 – L'économie de la politique de lutte contre le réchauffement climatique

1. Résumé¹

Le monde est subjugué par une idée : on est devenu persuadé que la combustion de combustibles fossiles pour fournir une énergie abordable et abondante provoque un réchauffement climatique si dangereux que nous devons l'arrêter en réduisant notre utilisation de combustibles fossiles, quel qu'en soit le coût. Cette idée est-elle vraie?

Nous ne le croyons pas.

Nous pensons que cette idée — que nous appellerons « alarmisme sur le réchauffement climatique » — ne passe pas les tests de la théologie, de la science et de l'économie. Elle repose sur une théologie médiocre, avec une compréhension de la Terre et de son système climatique qui est contraire à celle enseignée dans la Bible. Elle repose sur une science médiocre qui confond théorie et observation, modèles informatiques et réalité, résultats des modèles et preuves, tout en ne tenant aucun compte des leçons de l'histoire du climat. Elle repose sur une économie médiocre, qui ne fait pas d'analyse raisonnable des coûts et des bénéfices, qui sous-estime ou ne tient pas compte des coûts de la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles tout en exagérant les bénéfices. Elle mène à une politique contraire à l'éthique qui :

- détruira des millions d'emplois;
- coûtera des billions de dollars en perte de production économique;
- ralentira, arrêtera ou inversera la croissance économique;
- réduira le niveau de vie de tous, à l'exception des quelques élites qui sont bien placées pour bénéficier de lois qui les avantagent injustement au détriment de la plupart des entreprises et de tous les consommateurs;
- mettra en danger la liberté en mettant entre les mains des gouvernements nationaux et internationaux de nouveaux pouvoirs étendus sur la vie privée, sociale et commerciale;

1 Pour le document complet en anglais, voir [*A Renewed Call to Truth, Prudence, and Protection of the Poor — An Evangelical Examination of the Theology, Science, and Economics of Global Warming*](#) [Un appel renouvelé à la vérité, à la prudence et à la protection des pauvres — Un examen évangélique de la théologie, de la science et de l'économie du réchauffement climatique], Cornwall Alliance.

- condamnera les pauvres de ce monde à des générations de misère continue caractérisée par des maladies endémiques et une mort prématurée.

En échange de tous ces sacrifices, que recevra le monde? Tout au plus une réduction négligeable et indétectable de la température moyenne mondiale dans cent ans.

a. Notre examen de la théologie, de la vision du monde et de l'éthique (chapitre 1)

Cet examen révèle que l'alarmisme concernant le réchauffement climatique considère à tort la Terre et ses écosystèmes comme étant le produit fragile du hasard, et non comme étant le produit robuste, résilient, autorégulateur et autocorrectif du dessein sage et de la main puissante de Dieu qui soutient cette création. Cet alarmisme repose sur une vision des êtres humains qui sont considérés comme étant des menaces pour l'épanouissement de la Terre plutôt que comme les porteurs de l'image de Dieu, couronnés de gloire et d'honneur, et ayant reçu le mandat d'agir comme intendants de la Terre — la remplissant, la soumettant et la dirigeant pour la gloire de Dieu et pour le bien de l'humanité. Soit il suppose à tort que l'environnement ne peut prospérer que si l'humanité renonce au progrès économique et à la prospérité, soit il ne tient aucun compte des impacts économiques. Dans sa hâte d'imposer des réductions draconiennes des émissions de gaz à effet de serre, il ne tient pas compte de l'impact destructeur de cette politique sur les pauvres du monde.

b. Notre examen de la science du réchauffement climatique (chapitre 2)

Cet examen révèle que l'alarmisme concernant le réchauffement climatique affirme à tort que les changements de température récents ont été plus importants et plus rapides que ceux du passé et qu'ils doivent donc être causés par l'homme et non par la nature. Il exagère l'influence des gaz à effet de serre produits par l'homme sur la température mondiale et sous-estime ou ne tient pas compte de l'influence des cycles naturels. Il prend à tort comme preuve les résultats des modèles climatiques informatisés alors qu'il s'agit uniquement de prévisions basées sur des hypothèses qui doivent être vérifiées par l'observation. Il prétend à tort qu'il existe un consensus scientifique écrasant en faveur de l'hypothèse d'un réchauffement dangereux causé par l'homme (ne tenant pas compte des dizaines de milliers de scientifiques qui ne sont pas d'accord) et prétend ensuite à tort que ce consensus prouve l'hypothèse et justifie les politiques visant à la combattre. Il cherche à intimider ou à diaboliser les sceptiques scientifiques plutôt que d'accueillir leurs travaux comme étant l'essence même de la recherche scientifique : mettre les hypothèses à l'épreuve plutôt que de les accepter aveuglément.

c. Notre examen des aspects économiques de l'alarmisme concernant le réchauffement climatique (chapitre 3)

Cet examen révèle qu'il exagère les méfaits du réchauffement et sous-estime ou ne tient pas compte des avantages non seulement du réchauffement, mais aussi de l'augmentation du dioxyde de carbone atmosphérique. Il sous-estime grossièrement les coûts et surestime les avantages des politiques visant à réduire les émissions de dioxyde de carbone. Il exagère la faisabilité technique et sous-estime les coûts des combustibles de substitution requis pour remplacer les combustibles fossiles en

fournissant l'énergie abondante et abordable nécessaire à la création de richesse et à la réduction de la pauvreté. Il ne tient pas compte du besoin urgent de fournir une énergie plus propre aux quelque deux milliards de pauvres dans le monde dont l'utilisation du bois et du fumier comme combustibles de base pour la cuisine et le chauffage provoque chaque année des millions de décès prématurés et des centaines de millions de maladies respiratoires débilitantes. Il ne reconnaît pas que le ralentissement du développement économique résultant de ses propres politiques coûtera beaucoup plus de vies humaines que le réchauffement qu'il est censé éviter.

À la lumière de tous ces résultats, nous concluons que :

- l'activité humaine a une influence négligeable sur la température mondiale;
- l'influence n'est pas dangereuse;
- il n'est pas nécessaire d'imposer la réduction des émissions de gaz à effet de serre; et
- la politique environnementale et énergétique devrait supprimer, et non pas ériger, des obstacles à l'énergie abondante et abordable nécessaire pour sortir les pauvres du monde de la pauvreté et maintenir la prospérité pour tous.

Nous sommes également heureux de nous joindre à d'autres pour adopter une *Déclaration évangélique sur le réchauffement climatique*.

2. Résumé du chapitre 1 – Théologie, vision du monde et éthique de la politique de lutte contre le réchauffement climatique

La Terre et tous ses sous-systèmes — terre, mer et air, vivants et non-vivants — sont les bons produits de la sage conception et des actes omnipotents du Dieu trinitaire infini, éternel et immuable qui se révèle dans la Bible. En tant que tels, ils révèlent la gloire de Dieu. L'humanité, créée à l'image de Dieu, est le couronnement de la création. Les êtres humains ont le mandat divin de se multiplier et de remplir la Terre, de la soumettre et de la gouverner, en la transformant de désert en jardin. Ils agissent en tant qu'intendants sous l'autorité de Dieu pour cultiver et garder ce qu'ils soumettent et gouvernent. Les appelant à être ses gérants sur la Terre, Dieu exige qu'ils exercent leur intendance dans l'obéissance à ses lois révélées dans les Écritures et imprimées dans la conscience humaine. Bien que le péché, répandu universellement à travers l'humanité, entache profondément cette intendance, l'acte rédempteur de Dieu par la mort de Jésus-Christ sur la croix et les instructions qu'il nous a données dans les Écritures, nous faisant connaître la nature de la création et la responsabilité humaine envers celle-ci, permettent aux gens de créer des richesses et de réduire la pauvreté alors qu'ils s'occupent de la gestion de la création et, plus important encore, nous permettent de répandre la véritable richesse spirituelle de la connaissance de notre Créateur par Jésus-Christ.

À bien des égards, la vision du monde biblique contraste fortement avec la vision du monde environnementaliste — qu'elle soit laïque ou religieuse. Parmi les différences notables, quatre sont particulièrement pertinentes :

- L'environnementalisme considère la Terre et ses systèmes comme étant le produit du hasard et donc fragiles, sujets à des perturbations faciles et catastrophiques. La vision biblique du

monde voit la Terre et ses systèmes comme étant robustes, autorégulés et autocorrecteurs, non pas à l'abri du danger, mais durables.

- L'environnementalisme considère les êtres humains principalement comme étant des consommateurs et des pollueurs qui ne sont différents des autres espèces que sur le plan quantitatif, et non qualitatif. La Bible voit les êtres humains comme étant faits à l'image de Dieu, qualitativement différents de toutes les autres espèces, et conçus pour être des producteurs et des intendants qui, dans un ordre social juste et libre, peuvent créer plus de ressources qu'ils n'en consomment et assurer un environnement propre, sain et beau.
- L'environnementalisme tend à considérer que la nature non altérée par la main de l'homme est optimale, alors que la Bible enseigne qu'elle peut être améliorée par une action humaine sage et bonne.
- L'environnementalisme tend à remplacer les normes objectives et transcendantes de la morale divine par les normes subjectives et humanistes de la gestion de l'environnement.

Cette vision biblique anticipe le développement d'une prospérité respectueuse de l'environnement par l'application judicieuse des connaissances et des compétences aux matières premières de ce monde et à l'ordonnement juste de la société. En d'autres termes, elle prévoit l'atteinte de niveaux élevés de développement économique et la réduction de la pauvreté, ainsi que la réduction de la pénurie de ressources, de la pollution et d'autres dangers environnementaux.

La providence et les promesses de Dieu permettent d'éclairer notre compréhension chrétienne de la gestion de la création, en aidant à éviter les craintes irrationnelles ou exagérées de catastrophes — des craintes qui sont enracinées, en fin de compte, dans la perte de la foi en Dieu. Ceux qui font confiance à Dieu sont capables d'évaluer les risques et d'y répondre de manière rationnelle. La sagesse, la puissance et la fidélité de Dieu justifient la confiance dans le fait que les écosystèmes de la Terre sont robustes et que, par la providence de Dieu, ils accompliront les objectifs qu'il leur a fixés.

L'élaboration de politiques saines exige une analyse à la fois morale et prudente (coûts/bénéfices). En cela, l'Église devrait accorder une grande priorité au bien-être des pauvres, car les politiques environnementales ont souvent des effets négatifs sur eux. C'est le cas des politiques visant à réduire le réchauffement climatique en diminuant l'utilisation des combustibles fossiles. Par exemple, ces combustibles sont actuellement les alternatives les plus abondantes et les plus abordables aux combustibles sales, comme le bois et le fumier, qui sont utilisés par deux milliards de personnes et qui causent des millions de morts et des centaines de millions de maladies dues à des maladies respiratoires contractées en respirant leur fumée. Insister sur l'utilisation de combustibles alternatifs plus chers en raison des craintes liées au réchauffement climatique signifie priver les pauvres de l'énergie abondante et abordable dont ils ont besoin pour se sortir de la pauvreté abjecte et des misères qui l'accompagnent. De telles politiques échouent à la fois aux tests moraux et prudents.

Les politiques environnementales dont les pauvres du monde ont le plus besoin viseront non pas à réduire la température mondiale (sur laquelle l'action humaine n'a que peu de contrôle), mais à

réduire les risques spécifiques auxquels les pauvres sont exposés, quelle que soit la température : maladies transmissibles (en particulier le paludisme), malnutrition et faim, et exclusion des marchés mondiaux par des restrictions commerciales. L'argent détourné de ces objectifs pour lutter contre le réchauffement climatique sera gaspillé, tandis que les pauvres souffriront d'une misère accrue et prolongée. La politique économique globale envers les pauvres devrait se concentrer sur la promotion du développement économique, y compris la mise à disposition d'énergie à bas prix, grâce à laquelle ils peuvent se sortir de la pauvreté. Elle ne devrait pas se concentrer sur la redistribution des richesses, qui favorise la dépendance et ralentit le développement. Par-dessus tout, les pauvres — et toutes les autres personnes — ont besoin de l'Évangile du salut par la grâce seule, par la foi seule en Christ seul.

3. Résumé du chapitre 2 – La science du réchauffement climatique

Lorsque les gens demandent « Croyez-vous au réchauffement climatique? », il y a de fortes chances qu'ils veulent dire « Croyez-vous que les êtres humains sont à l'origine du réchauffement climatique? » Il est malheureux que le réchauffement climatique soit devenu synonyme de réchauffement climatique *causé par l'homme*, car cela obscurcit la vraie question : Dans quelle mesure les êtres humains contribuent-ils à des changements qui se produisent toujours dans la nature de toute façon?

Certains prétendent à répétition que la fonte des glaces de mer, l'augmentation des températures moyennes mondiales, les tempêtes plus fortes, les inondations et les sécheresses sont dues à la consommation de combustibles fossiles par l'humanité. Mais combien de ces changements sont réels par rapport à ceux qui sont imaginés? Et parmi ceux qui sont réels, dans quelle mesure, si tant est qu'ils le soient, peuvent-ils être attribués aux activités humaines?

Il y a effectivement eu des changements climatiques importants au cours des dernières décennies. Par exemple, la fonte estivale normale de la glace de l'océan arctique a augmenté au cours des trente années pendant lesquelles nous avons eu des satellites pour surveiller cette région reculée de la Terre. On a également observé une tendance lente et irrégulière au réchauffement des températures moyennes mondiales au cours des cinquante à cent dernières années, soit la même période pendant laquelle la teneur en dioxyde de carbone (CO₂) de l'atmosphère a augmenté.

Cependant, corrélation ne signifie pas causalité, et les médias ont tendance à négliger les recherches suggérant que ces récents changements sont, en fait, liés aux cycles naturels du système climatique plutôt qu'à l'augmentation du CO₂ atmosphérique due à l'utilisation de combustibles fossiles. Le fait que des changements se produisent ne signifie pas que les êtres humains en sont responsables. Il existe de bonnes indications montrant que la majeure partie du réchauffement de ces 150 dernières années est due à des causes naturelles. La croyance selon laquelle le changement climatique est anthropique (causé par l'homme) et qu'il aura des conséquences catastrophiques est hautement spéculative.

Les récents progrès de la recherche sur le climat le suggèrent :

- Le réchauffement observé et les prétendus effets dangereux ont été exagérés.

- Le climat de la Terre est moins sensible à l'ajout de CO₂ que ne l'affirme le prétendu consensus scientifique, ce qui signifie que les prévisions des modèles climatiques concernant le réchauffement futur sont exagérées.
- Les changements climatiques qui se sont produits sont conformes aux cycles naturels induits par les changements internes du système climatique lui-même, par les changements externes de l'activité solaire, ou par les deux.

En fait, étant donné que le CO₂ dans l'atmosphère est nécessaire pour que la vie sur Terre existe, il est probable qu'une augmentation de CO₂ sera bénéfique. Cette possibilité est rarement discutée, car de nombreux militants environnementaux partagent la conviction quasi religieuse selon laquelle tout ce que fait l'homme nuit à l'environnement. Pourtant, si nous analysons objectivement les preuves scientifiques, nous trouvons de bonnes preuves montrant que plus de CO₂ pourrait produire une plus grande abondance et une plus grande diversité de la vie sur Terre.

4. Résumé du chapitre 3 – L'économie de la politique de lutte contre le réchauffement climatique

De nombreux économistes qui ont publié des articles sur le sujet considèrent que la science du changement climatique est une affaire réglée : les êtres humains sont responsables des émissions de gaz à effet de serre qui provoquent un dangereux réchauffement de la planète. Nous ne connaissons aucun modèle économique qui prenne en compte la possibilité que l'influence humaine sur le climat soit négligeable. Si cet argument est correct — et nous pensons qu'il l'est (voir le chapitre sur la science) — alors la justification de la poursuite des réductions de gaz à effet de serre par les gouvernements au nom du contrôle du climat s'effondre.

Si nous pensons que l'influence humaine sur le climat est négligeable, notre tâche consiste alors à évaluer la prudence économique des options politiques proposées en partant de l'hypothèse contraire.

Bien que certaines études économiques sectorielles dans l'agriculture et la sylviculture indiquent que le réchauffement pourrait améliorer le bien-être, la plupart des modèles constatent que le bien-être humain s'améliore en raison de la croissance économique avec ou sans réchauffement, mais s'améliore moins avec un réchauffement important. Les économistes concluent quand même qu'une politique climatique optimale, à supposer qu'il y en ait une, éviterait de s'enfermer dans une technologie particulière. Néanmoins, c'est ce que font la plupart des législations sur l'énergie. Les économistes recommandent également de ne pas stopper complètement le changement climatique, mais de favoriser une politique de rampe d'accès où les taxes sur le carbone ou les objectifs de réduction des émissions augmentent lentement au fur et à mesure que les températures mondiales moyennes augmentent. Cependant, les recommandations politiques optimales sont basées sur les températures futures prévues par les modèles climatiques plutôt que sur les températures observées, sur la base desquelles on pourrait s'attendre à un réchauffement moindre.

En partant du principe que les politiciens chercheront à imposer des réductions des émissions de dioxyde de carbone (CO₂), les économistes privilégient généralement les taxes plutôt que le

plafonnement et l'échange. Les taxes sur le carbone sont (1) transparentes afin que les citoyens puissent les reconnaître, (2) flexibles afin qu'elles puissent être ajustées selon les besoins (par exemple, liées aux températures mondiales moyennes), et (3) largement applicables (y compris à travers les pays). Leurs recettes peuvent être utilisées pour réduire d'autres taxes, ce qui peut donner lieu à un double dividende (réduction des émissions de CO₂ et croissance économique grâce à la suppression d'autres taxes). En revanche, le système de plafonnement et d'échange laisse la place à des crédits injustifiés en raison de la corruption des gouvernements et des entreprises et d'activités douteuses telles que la conservation des forêts et la plantation d'arbres; il offre aux grands émetteurs d'énormes avantages sous la forme de permis gratuits au début du régime, à moins que tous les permis d'émission ne soient mis aux enchères par le gouvernement; et il ne produit pas de double dividende. Il n'est pas surprenant que les grands émetteurs industriels et les institutions financières fassent pression pour le plafonnement et l'échange des droits d'émission. Le premier profite de l'aubaine dès le départ, le second profite des frais de transaction sur un marché des matières premières qui pourrait valoir 3000 milliards de dollars par an. Leur soutien aux politiques climatiques ne doit cependant pas être confondu avec la conviction que le dangereux réchauffement anthropique est réel ou que ces politiques sont la meilleure façon d'y répondre. Il s'agit d'une recherche de rente : faire pression pour que la législation profite des retombées potentiellement massives créées par les politiques.

Enfin, de nombreux partisans des réductions d'émissions obligatoires supposent que les sources d'énergie renouvelables à prix compétitif remplaceront bientôt les combustibles fossiles. Cependant, d'importants obstacles techniques doivent être surmontés avant que les énergies renouvelables ne deviennent compétitives sur le plan des prix à l'échelle mondiale ou nationale — un processus qui pourrait prendre 50 à 100 ans, voire plus.

À la lumière de ces considérations et de celles des deux autres chapitres de ce document, nous recommandons de ne pas imposer de réductions obligatoires des émissions de CO₂ — que ce soit par le moyen de plafonds et d'échanges (le pire type de politique de réduction des émissions) ou d'une taxe sur le carbone (la moins mauvaise politique de réduction des émissions, mais toujours pas bonne) — et de promouvoir le développement économique et la résolution ciblée des problèmes (par exemple, la réduction des maladies et l'amélioration de la nutrition) comme moyen de protéger les populations du monde entier — en particulier les pauvres — contre les menaces matérielles qui pèsent sur leur bien-être, qu'elles soient dues au changement climatique ou à toute autre chose.

Craig Vincent Mitchell, Roy Spencer, Cornelis van Kooten

Traduit de « [A Renewed Call to Truth, Prudence, and Protection of the Poor](#) », *Cornwall Alliance*, 1^{er} mai 2009.

Dr Craig Vincent Mitchell : Professeur adjoint d'éthique, Southwestern Baptist Theological Seminary, Ft. Worth, Texas, États-Unis.

Dr Roy Spencer : Chercheur principal en climatologie, Université de l'Alabama, Huntsville, chef de l'équipe scientifique américaine pour le radiomètre à balayage hyperfréquence avancé à bord de l'Aqua Satellite de la NASA, et auteur de *Climate Confusion : How Global Warming Hysteria Leads to Bad Science, Pandering Politicians, and*

Misguided Policies that Hurt the Poor [Confusion climatique : Comment l'hystérie du réchauffement climatique conduit à une mauvaise science, à des politiciens errants et à des politiques malavisées qui nuisent aux pauvres].

Dr Cornelis van Kooten : Professeur d'économie et titulaire d'une chaire de recherche en études environnementales et en climat, Université de Victoria, Colombie-Britannique, Canada, expert examinateur, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

www.ressourceschretiennes.com



2020. Traduit et utilisé avec permission. Cet article est sous licence Creative Commons. Paternité – Partage dans les mêmes conditions 4.0 International ([CC BY-SA 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/))